

Dossier de presse

Décembre 2019

« Les privatisations de l'éducation »

Numéro 82 de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres*

Un numéro coordonné par Thierry Chevaillier, professeur émérite d'économie de l'éducation à l'Université de Bourgogne et Xavier Pons, maître de conférences à l'Université Paris-Est Créteil

Revue

REVUE
INTERNATIONALE
D'ÉDUCATION
SÈVRES
n° 82, décembre 2019



les privatisations
de l'éducation



SOMMAIRE

Communiqué de presse	3
Au sommaire de ce dossier	4
Introduction	
Les privatisations de l'éducation : formes et enjeux	
Thierry Chevaillier, Xavier Pons.....	4
Un examen des stratégies d'influence politique du secteur privé sur l'éducation	
Clara Fontdevila, Antoni Verger.....	4
La privatisation par le marché dans l'éducation chilienne : concepts, politiques et conséquences	
Cristián Bellei.....	4
Privatisation et logique marchande dans l'éducation aux États-Unis	
Christopher Lubienski, T. Jameson Brewer, Jin Ah Kim.....	4
L'éducation en Suède, un secteur d'activité rentable	
Lisbeth Lundahl	5
La privatisation de l'éducation dans le système scolaire anglais	
Anne West	5
De la privatisation à la marchandisation en Côte d'Ivoire	
Zamblé Théodore Goin Bi, N'guessan Claude Koutou.....	5
Privatisation et évolution du paysage éducatif indien	
Meera Samson.....	5
Une privatisation par défaut : expansion et enjeux du soutien scolaire privé en Asie	
Mark Bray, Wei Zhang	5
Dilemmes et défis de l'État éducateur face au développement de l'instruction en famille en France	
Philippe Bongrand	6
Références bibliographiques	
Bernadette Plumelle.....	6
Les auteurs	7
La Revue internationale d'éducation de Sèvres	10
Catalogue	11
France Éducation international	12

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

France Éducation international a le plaisir de vous annoncer la parution du n°82 de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres* :

Les privatisations de l'éducation

Les processus de privatisation « en » éducation et « de » l'éducation concernent désormais la plupart des pays du monde. Dans un contexte de mondialisation et d'internationalisation accrues des systèmes éducatifs, la mise en œuvre, ces dernières décennies, de mesures spécifiques de privatisation, le développement d'un secteur marchand de l'éducation, mais aussi des évolutions sociétales de fond concernant les notions d'individualisme et d'individu interrogent d'une nouvelle manière les enjeux liés aux privatisations.

La promotion des intérêts privés est-elle compatible avec un processus d'éducation ? Induit-elle irrémédiablement, par exemple, une conception utilitariste de l'éducation ? Quel est son impact sur les nouvelles générations et leur capacité à faire société ? Finalement, les privatisations en cours de l'éducation en changent-elles la nature ou ne s'agit-il que d'une différence de modalité d'organisation ou de gouvernance ?

Pour répondre à ces questions, ce dossier rassemble les contributions de treize chercheurs en éducation, spécialistes mondiaux réputés ou auteurs d'enquêtes pionnières dans leur domaine, dont les travaux permettent d'envisager une grande diversité de cas (Angleterre, Chili, Côte d'Ivoire, États-Unis, France, Inde, Suède). Il met également en évidence des problématiques transversales à de nombreux pays, comme le développement du soutien scolaire privé en Asie ou les stratégies mises en œuvre par des entreprises privées pour influencer les politiques éducatives.

Quelle que soit la définition retenue, tous les auteurs soulignent la croissance sans précédent de la privatisation ces dernières années. Illustrer cette diversité est l'un des objectifs majeurs de ce dossier qui donne à voir trois principales formes de privatisation, non exclusives et clairement liées les unes aux autres : une privatisation par le biais de politiques publiques spécifiques, une privatisation par le marché et une privatisation par une prise en compte croissante d'aspirations et d'intérêts individuels privés.

Un numéro coordonné par Thierry Chevaillier, professeur émérite d'économie de l'éducation à l'Université de Bourgogne et Xavier Pons, maître de conférences à l'Université Paris-Est Créteil

ISBN : 978-2-85420-625-8

Prix : 17 € hors frais d'envoi en format papier et 13,99 € dans les librairies en ligne

Commande : éditions Didier : 01 44 41 31 31 - contact@editions-didier.fr

Retrouvez l'introduction et les résumés des articles : <https://www.ciep.fr/revue-internationale-deduction-sevres/n81-sanction-education> et sur OpenEditionJournals : <http://journals.openedition.org/ries>

AU SOMMAIRE DE CE DOSSIER

Coordination : Thierry Chevaillier, professeur émérite d'économie de l'éducation à l'Université de Bourgogne et Xavier Pons, maître de conférences à l'Université Paris-Est Créteil

Introduction

Les privatisations de l'éducation : formes et enjeux

Thierry Chevaillier, Xavier Pons

Après avoir rappelé la problématique de ce dossier de la *Revue internationale d'éducation de Sèvres* et stabilisé certaines définitions, cette introduction distingue trois formes principales de privatisation à l'œuvre dans les nombreux systèmes éducatifs couverts par les contributeurs à ce numéro (Angleterre, Chili, Côte d'Ivoire, États-Unis, France, Inde, Suède, systèmes asiatiques) : une privatisation par le biais de politiques publiques spécifiques, une privatisation par le marché et une privatisation par une prise en compte croissante d'aspirations et d'intérêts individuels privés. Elle pointe ensuite les enjeux démocratiques majeurs de cette croissance protéiforme des modes de privatisation de l'école, qu'ils soient d'ordre éducatif ou politique, comme la nécessaire régulation de domaines d'activité dont l'autonomisation croissante peut s'avérer problématique.

Un examen des stratégies d'influence politique du secteur privé sur l'éducation

Clara Fontdevila, Antoni Verger

Un nombre croissant d'études montre que les acteurs du secteur privé jouent un rôle de plus en plus important dans le processus d'élaboration des politiques éducatives, la plupart du temps en lien avec la progression de l'agenda de la privatisation. Mais les recherches sur les stratégies mobilisées par les acteurs privés demeurent trop peu systématiques et fragmentaires. S'appuyant sur les résultats d'une revue de littérature, cet article identifie quatre stratégies émergentes déployées par le secteur privé dans le processus d'élaboration des politiques éducatives, à savoir : la mobilisation du savoir, la mise en réseau, le soutien aux organisations de terrain et le financement de projets pilotes. Nos résultats suggèrent que le secteur privé s'engage dans des formes de plus en plus subtiles de plaidoyer politique, tout en diversifiant dans le même temps les formes de capital qu'il mobilise à cette fin.

La privatisation par le marché dans l'éducation chilienne : concepts, politiques et conséquences

Cristián Bellei

La privatisation comme politique éducative peut renvoyer à des initiatives diverses et s'appliquer à des logiques et à des objectifs différents. Cet article propose une approche conceptuelle afin d'analyser ces politiques et démontre que la privatisation dans le cadre de politiques de marché éducatif est un cas particulier. L'exemple chilien est ensuite analysé comme un exemple paradigmatique de privatisation éducative sous une logique de marché, en décrivant les politiques qui y ont été menées, leurs effets au niveau des écoles et du système éducatif, et leurs conséquences sur le choix des écoles par les familles. L'article conclut par une réflexion sur l'extrême difficulté de renverser ce processus.

Privatisation et logique marchande dans l'éducation aux États-Unis

Christopher Lubienski, T. Jameson Brewer, Jin Ah Kim

Les lignes de faille traditionnelles entre secteur public et secteur privé continuent de traverser le système scolaire des États-Unis, dans un contexte marqué par des préoccupations de nature constitutionnelle et par de profondes questions philosophiques ayant trait au but de l'éducation et à la manière dont elle doit être assurée. Généralement, la pénétration de la logique de marché dans l'éducation s'est appuyée sur une conception réinventée de cette dernière – qu'elle a, par voie de conséquence, renforcée –, en la faisant passer d'un statut de bien public ou commun à un bien individualisé. D'où le fait que les établissements scolaires se font concurrence pour cette marchandise sur un marché de l'éducation dont les clients sont les élèves. Une analyse plus nuancée de la « privatisation de l'éducation » révèle que c'est en fait la privatisation de la décision en matière de politiques publiques qui a conduit à l'adoption

d'une logique de marché et à la privatisation du « but » de l'éducation – autant de forces motrices puissantes dans les réformes éducatives aux États-Unis.

L'éducation en Suède, un secteur d'activité rentable

Lisbeth Lundahl

Au début des années 1990, la Suède a opéré un changement radical vers un système éducatif fortement décentralisé et tourné vers le marché, qui visait à améliorer la qualité et l'efficacité de l'éducation en termes de résultats et de coûts. Les résultats de ces réformes sont toutefois décevants : ils montrent des résultats scolaires qui diminuent en moyenne au fil du temps et dans les comparaisons internationales, ainsi que la hausse de la ségrégation scolaire. Des données détaillées sur les aspects économiques font néanmoins défaut. Des efforts ont été déployés afin d'atténuer ces évolutions négatives, en renforçant notamment le contrôle et l'évaluation par l'État, mais les principales caractéristiques du système éducatif mis en place dans les années 1990 restent en grande partie inchangées. Cet article décrit brièvement la privatisation et la commercialisation de l'offre éducative en Suède à partir du début des années 1990. Une interrogation centrale porte sur la manière dont ce changement exceptionnellement rapide et d'une portée considérable a été activement et constamment défendu depuis lors.

La privatisation de l'éducation dans le système scolaire anglais

Anne West

En Angleterre, le secteur privé intervient de manière significative dans l'enseignement scolaire financé par l'État. Ce qui apparaît clairement comme une « privatisation » soulève des problèmes en matière de reddition de comptes au public, de coûts pour la collectivité et de transparence de l'information. Après une brève présentation de l'évolution du système éducatif anglais, les sections suivantes analysent, en s'appuyant sur la littérature existante et sur l'étude des documents publiés, trois types de privatisation : les académies, l'externalisation et les partenariats public-privé.

De la privatisation à la marchandisation en Côte d'Ivoire

Zambélé Théodore Goin Bi, N'guessan Claude Koutou

Pour répondre à une demande de scolarisation sans cesse croissante, l'État ivoirien a sollicité le secteur privé pour l'aider à remplir sa mission d'éducation et de formation de la jeunesse, en particulier dans l'enseignement secondaire. Cet article propose un état des lieux du système éducatif privé en Côte d'Ivoire, en s'appuyant sur une enquête mixte menée dans deux régions. Les résultats indiquent que le partenariat public-privé est indispensable pour atteindre les objectifs de scolarisation. Cependant, dans les quartiers modestes et défavorisés, les établissements privés n'offrent pas de conditions suffisantes pour un enseignement de qualité. La plupart des enseignants, peu qualifiés et sous-payés, n'ont pas reçu de formation initiale. Pour minimiser les coûts, les promoteurs privilégient des contrats précaires et réduisent les investissements dans les achats d'outils didactiques et pédagogiques de qualité.

Privatisation et évolution du paysage éducatif indien

Meera Samson

Cet article examine l'évolution du rôle des acteurs privés dans le secteur éducatif en Inde, depuis deux décennies. L'article s'intéresse d'abord aux groupes privés qui gèrent leurs propres établissements, puis aux acteurs privés apportant leur contribution aux établissements publics. Il s'agit essentiellement d'organisations à but non lucratif créées ou financées par des organisations à but lucratif. Ces groupes ont désormais la possibilité de conclure des partenariats avec le gouvernement afin de gérer les établissements publics, bien que ce phénomène reste encore relativement limité. L'auteure invite à réfléchir à l'impact que les formes actuelles de privatisation peuvent avoir sur l'éducation des enfants et sur la société indienne dans son ensemble.

Une privatisation par défaut : expansion et enjeux du soutien scolaire privé en Asie

Mark Bray, Wei Zhang

Alors que certaines formes de privatisation reflètent des décisions prises sciemment par les pouvoirs publics de transférer les équilibres du secteur public au marché, l'expansion du soutien scolaire privé transfère ces équilibres par défaut. La croissance de ce secteur constitue une réponse aux demandes

des élèves et de leurs familles ; elle procède aussi d'initiatives entrepreneuriales émanant d'entreprises, d'enseignants et de prestataires informels. Du point de vue du système scolaire formel, le soutien scolaire privé n'est pas simplement une activité complémentaire qui avancerait sur des rails parallèles aux siens. En effet, le soutien scolaire influence certains pans du système éducatif dans lesquels il s'infiltré. À vrai dire, cette forme de privatisation par défaut a des conséquences profondes sur les systèmes scolaires et, au-delà, sur le développement économique et social. Cet article met certes l'accent sur l'Asie, mais les messages qu'il porte sont pertinents dans le monde entier.

Dilemmes et défis de l'État éducateur face au développement de l'instruction en famille en France

Philippe Bongrand

Le développement récent de l'instruction en famille en France, bien qu'il ne concerne que des effectifs très marginaux, constitue un cas exemplaire pour examiner comment l'action publique peut modeler un phénomène de privatisation de l'éducation. En l'espèce, la posture de l'État et sa portée sont ambivalentes : en reconnaissant cette forme privée, l'État lui donne une dimension publique ; il la médiatise, mais sous une forme dépréciative ; il l'administre, mais sous une forme minimale, resserrée sur la fonction de contrôle des populations. Ne souhaitant pas encourager l'instruction en famille, l'État esquisse ainsi à son sujet une action publique comme malgré soi. Cette tension soulève la question, pendante, de savoir si cette forme particulière d'étatisation de l'instruction ne pourrait engendrer une forme particulière, et spécifiquement défiante, de socialisation à l'État.

Références bibliographiques

Bernadette Plumelle

LES AUTEURS

Cristián Bellei est chercheur associé au Center for Advanced Research in Education et professeur au département de sociologie de l'Université du Chili. Il est titulaire d'un doctorat en sciences de l'éducation obtenu à Harvard. Ses derniers ouvrages s'intitulent *The Great Experiment: Market and Privatization of Chilean Education* (2015, LOM) et *Understanding School Segregation. Patterns, Causes and Consequences of Spatial Inequalities in Education* (avec Xavier Bonal, 2018, Bloomsbury). Ses publications concernent les politiques éducatives et les questions de qualité et d'équité en éducation au Chili. **Courriel** : cbellei@ciae.uchile.cl.

Philippe Bongrand, est maître de conférences en sciences de l'éducation à CY Cergy Paris Université. Il coordonne actuellement une recherche collective sur l'instruction en famille en France (projet financé par l'Agence nationale de la recherche, CE-ANR-18-CE28-0014). Il est également formateur de professeurs des écoles au sein de l'institut national supérieur du professorat et de l'éducation (INSPÉ) de l'académie de Versailles (site d'Antony).

Courriel : philippe.bongrand@u-cergy.fr

Mark Bray est Distinguished Chair Professor, titulaire d'une chaire à la faculté des sciences de l'éducation de l'East China Normal University (ECNU) à Shanghai. Il est aussi professeur émérite de l'université de Hong-Kong. Il a débuté sa carrière d'enseignant dans le secondaire au Kenya puis au Nigéria, avant d'occuper des postes au sein des universités d'Édimbourg, de Papouasie-Nouvelle-Guinée et de Londres. En 1986, il s'installe à Hong-Kong, puis se met en disponibilité entre 2006 et 2010 pour prendre la direction de l'Institut international de planification de l'éducation de l'Unesco à Paris. Il rejoint l'ECNU en 2018. Il est aussi l'auteur d'une littérature abondante sur différents aspects du système éducatif de l'ombre et du soutien scolaire privé.

Courriel : mbray@hku.hk.

T. Jameson Brewer est professeur assistant à l'Université de Géorgie du Nord, États-Unis, où il enseigne les fondations sociales de l'éducation. Ses recherches portent sur l'impact de la privatisation et de la « marchandisation » de l'éducation publique à travers les chèques éducation (vouchers), les écoles charter, la certification alternative des enseignants et l'enseignement à domicile.

Compte twitter : @tjamesonbrewer ; **courriel** : jameson.brewer@ung.edu.

Thierry Chevaillier est professeur émérite d'économie de l'éducation à l'Université de Bourgogne et chercheur à l'Institut de recherche sur l'éducation (IREDU/Université de Bourgogne, France). Ses recherches portent sur le financement de l'éducation et plus spécialement de l'enseignement supérieur, privilégiant une approche comparative et institutionnelle. Il est membre du comité de rédaction de la Revue internationale d'éducation de Sèvres.

Courriel : thierry.chevaillier@u-bourgogne.fr.

Clara Fontdevila est doctorante au sein du département de sociologie de l'Université autonome de Barcelone. Son projet de recherche concerne la négociation de l'ODD 4 de l'Agenda mondial de l'éducation et le développement des indicateurs d'apprentissage globaux associés. Ses centres d'intérêt comprennent les marchés de l'éducation, l'éducation et le développement international, ainsi que la gouvernance mondiale de l'éducation. Elle a participé à différents projets de recherche, notamment un examen systématique de l'économie politique des réformes de privatisation de l'éducation, une étude sur le rôle de la Banque mondiale dans l'élaboration des réformes enseignantes et une recherche sur les écoles privées peu coûteuses au Pérou.

Courriel : clara.fontdevila@gmail.com.

Zamblé Théodore Goin Bi est enseignant-chercheur au département de sociologie de l'Université Peleforo-Gon-Coulibaly de Korhogo, en Côte d'Ivoire. Il enseigne la sociologie de l'éducation. Il par ailleurs le président du conseil scientifique de l'Association ivoirienne de recherche en éducation (AIRE).

Courriel : goinbited@yahoo.fr.

k

Revue internationale d'éducation de Sèvres

Jin Ah Kim est doctorante en politiques éducatives à l'Université de l'Indiana. Ses intérêts de recherche portent sur les questions d'équité dans le processus politique en matière d'éducation, l'analyse géographique de l'offre d'éducation et les effets législatifs sur l'équité en matière d'éducation. Avant de poursuivre ses études à l'Université de l'Indiana, elle a travaillé au National Assembly Research Service en Corée du Sud en tant qu'assistante de recherche. Elle a obtenu sa maîtrise en éducation à l'Université nationale de Séoul, en Corée du Sud, où son mémoire de maîtrise portait sur l'éducation des étudiants transfuges nord-coréens en Corée du Sud. Elle a également obtenu son baccalauréat en sciences politiques à l'Université McGill, au Canada.

Courriel : jk129@iu.edu.

N'guessan Claude Koutou est enseignant-chercheur à l'Institut d'ethnosociologie de l'Université Felix Houphouët-Boigny de Cocody, en Côte d'Ivoire. Il enseigne la sociologie de l'éducation et la sociologie des organisations.

Courriel : nkoutou1@yahoo.fr.

Christopher Lubienski est professeur en politiques éducatives à Indiana University, États-Unis, où il étudie les politiques éducatives, les réformes et l'économie politique de l'éducation, avec un intérêt particulier pour les questions relatives à l'équité et à l'accès. Son ouvrage *The Public School Advantage: Why Public Schools Outperform Private Schools* (University of Chicago Press, 2014), a reçu le prix PROSE pour les théories de l'éducation décerné par the American Publishers Awards for Professional and Scholarly Excellence. Il a codirigé récemment, avec T. Jameson Brewer, *Learning to Teach in an Era of Privatization* a été publié aux éditions Teachers College Press en 2019.

Lisbeth Lundahl est professeur à la faculté de sciences de l'éducation appliquées à l'Université d'Umeå, en Suède. Ses recherches portent sur les politiques éducatives, les politiques de jeunesse ainsi que les parcours d'insertion des jeunes sur le marché du travail. Elle dirige le programme de recherche Education policy and young people's transitions à l'Université d'Umeå ; elle est aussi l'une des responsables du Nordic Centre Social Justice through Education. Lisbeth Lundahl a été secrétaire générale de l'Association européenne pour la recherche en éducation (European Educational Research Association, EERA) de 2006 à 2008. Elle est aussi l'une des fondatrices de l'Association suédoise pour la recherche en éducation (SWERA). **Courriel** : lisbeth.lundahl@umu.se

Bernadette Plumelle est ingénieure de recherche et responsable du Centre de ressources et d'ingénierie documentaires de France Éducation international.

Courriel : plumelle@ciep.fr

Xavier Pons, est maître de conférences (HDR) à l'Université Paris-Est Créteil (UPEC), chercheur au Laboratoire interdisciplinaire d'études du politique – Institut Hannah Arendt (EA 7373) et chercheur associé à l'Observatoire sociologique du changement (OSC-Sciences Po). Membre de plusieurs projets de recherche comparatifs depuis 2006, ses travaux de sociologie de l'action publique et des politiques éducatives portent principalement sur les transformations des modes de gouvernance des systèmes éducatifs, les réformes des administrations scolaires, les transformations des États éducateurs en Europe et les modes de structuration du débat public en éducation. Lauréat 2011 du Prix Jean-Claude Eicher pour le développement de la recherche en éducation, il est l'auteur de plusieurs articles et ouvrages sur ces thèmes.

Courriel : xavier.pons.pro@gmail.com

Meera Samson avec une formation d'économiste, dirige depuis 1986 Collaborative Research and Dissemination (CORD), à New Delhi. Avec Anuradha De and Claire Noronha, elle a mené un solide travail d'enquête sur la question de la privatisation de l'éducation en Inde et mène avec ses collègues des recherches et des actions de plaidoyer également sur le système éducatif indien, le droit à l'éducation et l'enseignement primaire et secondaire. Elle a codirigé en 1999 le rapport PROBE (Public Report on Basic Education) : « Probe Revisited: A Report on Elementary Education in India ».

Courriel : cordedu@gmail.com.

Revue internationale d'éducation de Sèvres

Antoni Verger est professeur associé au département de sociologie de l'Université autonome de Barcelone. Ses recherches portent sur l'étude des relations entre les institutions de la gouvernance mondiale et les politiques éducatives. Ces dernières années, il s'est spécialisé dans l'étude des partenariats public-privé et des politiques de reddition de comptes en éducation. Il est l'un des principaux éditeurs du *World Yearbook of Education* et du *Journal of Education Policy*, et il coordonne actuellement le projet REFORMED, financé par le Conseil européen de la recherche « Réformer les écoles : une analyse multiscalair des politiques en matière d'autonomie et de reddition de comptes dans le secteur éducatif ».

Courriel : antoni.verger@uab.cat.

Wei Zhang est professeure à l'Institute of Curriculum and Instruction (ICI) de l'East China Normal University (ECNU) à Shanghai. Elle est aussi membre du collège qui dirige le CIRIST, Centre pour la recherche internationale sur le soutien scolaire au sein de l'ICI. Elle est titulaire d'un doctorat obtenu à l'Université de Hong-Kong, dont elle a ensuite dirigé le Centre de recherche comparative en éducation (Comparative Education Research Centre, CERC). Elle a publié de nombreux articles sur l'école de l'ombre dans une perspective comparative et mène des recherches sur ce sujet au Cambodge, au Danemark, en Chine continentale, à Hong-Kong, au Japon et au Myanmar.

Courriel : wzhang@ed.ecnu.edu.cn.

LA REVUE INTERNATIONALE D'ÉDUCATION DE SÈVRES

Une revue dédiée aux enjeux des systèmes éducatifs

La *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, éditée par France Éducation international, le nouveau nom du CIEP, propose une approche internationale des grandes questions de politique éducative. Au rythme de **trois numéros par an**, elle met en perspective des analyses d'experts français et étrangers invités à réfléchir sur leur système éducatif. La variété des situations géographiques et la pluralité des disciplines représentées font d'elle un espace unique de réflexion sur les grands enjeux éducatifs actuels dans le monde. Les travaux d'expertise conduits par le CIEP prennent appui sur les études publiées dans la revue.

Depuis sa création en 1994, la *Revue internationale d'éducation de Sèvres* a publié plus de **1000 auteurs** portant sur **110 pays**. Elle est lue dans près de **80 pays**. Elle s'appuie sur un comité de rédaction et sur un conseil scientifique international qu'elle réunit régulièrement.

Chaque numéro comporte un dossier thématique, coordonné par un expert invité, sur une question de politique éducative qui est traitée par des experts (chercheurs, praticiens, décideurs) d'une dizaine de pays. Des présentations de systèmes éducatifs et de réformes en cours à l'étranger, ainsi que des ressources bibliographiques complètent cet éclairage sur l'actualité éducative internationale.

Les numéros de la *Revue* sont disponibles en libre accès après 2 ans sur <https://journals.openedition.org/>

CATALOGUE

2019

- La sanction en éducation (n°81, septembre)
- La pédagogie universitaire (n°80, avril)

2018

- Figures de l'éducation dans le monde (n°79, décembre)
- Accueillir tous les enfants à l'école : la question de l'inclusion (n°78, septembre)
- Conflits de vérités à l'école (n° 77, mai)
- La fragmentation des systèmes scolaires nationaux (n°76, janvier)

2017

- Musique et éducation (n°75, septembre)
- Les enseignants débutants (n°74, avril)
- Ce que l'école enseigne à tous (n°73, janvier)

2016

- Confiance éducation et autorité (n°72, septembre)
- Formation professionnelle et employabilité (n°71, avril)

2015

- Les langues d'enseignement, un enjeu politique (n°70, décembre)
- L'éducation en Asie (n°68, avril)
- Pourquoi enseigner l'histoire (n°69, septembre)

2014

- Pédagogie et révolution numérique (n°67, décembre)
- L'école dans les médias (n°66, septembre)
- Le financement de l'éducation (n°65, avril)

2013

- Les espaces scolaires (n°64, décembre)
- L'école et la diversité des cultures (n°63, septembre)
- Les attentes éducatives des familles (n°62, avril)

2012

- Enseignement et littérature dans le monde (n°61, décembre)
- Le métier de chef d'établissement (n°60, septembre)
- Éducation et ruralités (n°59, avril)

2011

- Les ONG et l'éducation (n°58, décembre)
- Le plaisir et ennui à l'école (n°57, septembre)
- Le curriculum dans les politiques éducatives (n°56, avril)

2010

- Former des enseignants, (n°55, décembre)
- Palmarès et classements en éducation (n°54, septembre)
- Qualité, équité et diversité dans le secondaire (n°53, avril)

2009

- Un seul monde, une seule école ? (n°52, décembre)

2008

- Quel avenir pour les études en sciences humaines ? (n°49, décembre)
- L'école et son contrôle (n°48, septembre)
- Enseigner les langues, un défi pour l'Europe (n°47, avril)

2007

- L'émergence d'une autre école (n°46, décembre)
- L'enseignement supérieur, une compétition mondiale ? (n°45, septembre)
- L'élève, futur citoyen (n°44, avril)

2006

- Que savent les élèves ? (n°43, décembre)
- L'éducation artistique (n°42, septembre)
- École primaire, école de base (n°41, avril)

2005

- L'éducation artistique dans le monde : débats et perspectives (n°40, décembre)
- La formation des élites (n°39, septembre)
- Les défis de l'orientation dans le monde (n°38, avril)

2004

- Diplômes et examens dans l'enseignement secondaire (n°37, décembre)
- École et religion (n°36, septembre)
- Décrochages et rattrapages scolaires (n°35, avril)

2003

- La formation professionnelle initiale : une question de société (n°34, décembre)
- L'enseignement des langues vivantes à l'étranger : enjeux et stratégies (n°33, septembre)
- Le processus de décision dans les systèmes éducatifs (n°32, avril)

2002

- Les parents et l'école (n°31, décembre)
- Le métier d'enseignant en Europe (n°30, septembre)
- L'élève aujourd'hui : façons d'apprendre (n°29, avril)

FRANCE ÉDUCATION INTERNATIONALE

[Créé en 1945](#) sous le nom de Centre international d'études pédagogiques, France Éducation internationale, le nouveau nom du CIEP, est un opérateur du ministère de l'éducation nationale.

Ses missions, qui s'inscrivent dans le cadre des priorités du gouvernement en matière de coopération internationale, s'articulent autour de trois axes d'activités :

- La [coopération dans les domaines de l'éducation](#), de la formation professionnelle et de la qualité de l'enseignement supérieur ;
- L'[appui à la diffusion de la langue française dans le monde](#), par la formation de formateurs et de cadres éducatifs et par la délivrance de certifications en français ;
- La [mobilité internationale](#) des personnes, à travers des programmes d'échange d'assistants de langue et de professeurs ainsi que la délivrance d'attestations de comparabilité des diplômes étrangers.

Pour conduire ses actions, il s'appuie sur le savoir-faire d'une équipe de 250 personnes, ainsi que sur un réseau de plus de 1000 experts et de [partenaires nationaux et internationaux](#).

Pour rester en contact avec France Éducation internationale : www.ciep.fr
Retrouvez nous sur [Facebook](#) | [Twitter](#) | [Dailymotion](#) | [LinkedIn](#) | [Instagram](#)